



PROJECT MUSE®

La fabrique réactionnaire. Antisémitisme, spoliation et corporatisme dans le cuir (1930–1950) (review)

Nicolas Hatzfeld

Le mouvement social, Number 226, janvier-mars 2009, pp. 108-110 (Review)

Published by Association Le Mouvement Social

➔ For additional information about this article

<https://muse.jhu.edu/article/260274>

vu pendant la guerre bien des professeurs et je les ai vus non plus comme candidats bourrés de science, mais comme hommes. Oserai(s)-je le dire ? Les meilleurs sont lamentables. Ils continuent comme jadis à jouer avec des mots, avec des idées. Ils n'ont jamais vu une réalité encore, ils ne savent rien du monde. Ce sont des mandarins, des fruits secs » et « Il n'est pas admissible qu'un concours comme l'agrégation tienne la place qu'il tient dans l'université et accapare tous les efforts ; il vide les cerveaux et en fait des fruits secs. L'agrégation devrait être tout au plus un début de culture, mais jamais un aboutissement. Or chez la plupart des étudiants l'agrégé ou une tentative d'agrégé clôt leur préparation intellectuelle ». Qui dit que Norton Cru a toujours eu raison ?

Christophe PROCHASSON

Florent LE BOT. – *La fabrique réactionnaire. Antisémitisme, spoliation et corporatisme dans le cuir (1930-1950)*. Paris, Presses de la FNSP, 2007, 400 pages. Préface de Michel MARGAIRAZ.

Parmi les recherches publiées sur les spoliations antisémites pratiquées par Vichy, le livre de Florent Le Bot propose une double originalité de problématique. Il concentre son étude sur la « famille du cuir », cette branche d'activités regroupant la production, la vente et parfois la réparation des peaux, des gants, des vêtements et des chaussures. Plus que d'autres branches, ce secteur d'activité est dominé par une masse de petites et moyennes entreprises, allant de la boutique au gros atelier. Au-delà des courbes statistiques, il est marqué par l'image d'une organisation de la branche en *famille*, un terme essentiel qui conduit à distinguer les membres admis de par leur appartenance quasi-naturelle des faux confrères voués à l'exclusion, les tenants de la grande entreprise, les étrangers et les Juifs. La seconde particularité du livre réside dans la vingtaine d'années étudiée, une moyenne durée qui permet d'embrasser, depuis les prémices de la crise jusqu'à la fin de la Reconstruction, la formation d'une dynamique réactionnaire dans ce milieu, son étonnante adaptabilité thématique aux circonstances, sa compromission active à la politique d'aryanisation économique mise en œuvre par Vichy et ses derniers feux au cours de l'immédiat après-guerre. Comme le note Michel Margairaz dans sa préface, Florent Le Bot place son étude au carrefour des histoires politique, économique et sociale. Plus précisément, s'interrogeant sur la politique de spoliation des biens juifs, il cherche à l'éclairer par l'étude des processus qui conduisent des acteurs socio-économiques à s'y impliquer de façon active dans le secteur du cuir, traduisant dans ce moment singulier la dynamique réactionnaire évoquée plus haut. D'où l'ambivalence du titre, à la fois tableau du cœur socio-économique du problème et récit de la trajectoire du rêve d'une défense à tous crins de la famille.

Le plan du livre suit un rythme chronologique. L'auteur commence par présenter les mutations que connaît le secteur au cours des années 1920 et 1930, en particulier une concentration de l'activité, dans laquelle les systèmes localisés de production (Fougères, le Choletais, Romans, Millau etc.) continuent de jouer un rôle important, en concurrence avec de grandes entreprises ou des groupes intégrés d'activité qui focalisent l'attention, tels Bata et André. Il précise les modalités de la crise, avec une montée du chômage et des importations ainsi qu'une baisse des prix. L'exacerbation de la concurrence se traduit par le développement d'un courant malthusien et protectionniste. De façon significative, Fougères est un point de départ pour des comités d'action hostiles au gigantisme et au caractère international des échanges, des professionnels ou des entreprises. En mars et avril 1936, des lois traduisent la force d'action des groupes de pression constitués pour faire valoir ces intérêts, et dont Le Bot traduit ainsi l'axe politique : « protégez-nous, mais laissez-nous faire ». Un thème fédérateur, qui occulte les tensions entre divers groupes au sein du secteur.

L'occupation et Vichy offrent une opportunité exceptionnelle pour ce courant réactionnaire. S'empressant de réaliser l'aryanisation avant que les Allemands ne le fassent, Vichy y engage notamment le Comité général aux questions juives et, dans une certaine mesure, le Comité d'organisation de la branche. Le projet s'avère en fait relativement discordant. Ainsi le Comité d'organisation penche pour réorganiser le secteur, liquider nombre d'entreprises fermées et concentrer les matières sur les autres, tandis que le CGQJ veut maintenir ces entreprises en les confiant à des candidats réputés aryens. Les tensions et controverses ne portent pas sur le principe, les discours reprenant les thèmes xénophobes d'avant en leur donnant une inflexion antisémite, mais sur la mise en œuvre. Que faire lorsque l'aryanisation entraîne un manque de cordonniers ? quelle décision prendre sur l'aryanisation du groupe André ?, etc. Dans l'ensemble, la politique concrétise une revanche des moyennes entreprises sur le modernisme des grandes, et accentue une désorganisation du secteur. Nouveaux personnages de l'époque, les administrateurs provisoires des entreprises frappées d'aryanisation sont en général issus du secteur. Ils sont souvent mus par l'appât du gain, parfois par la collaboration ; parfois leur désignation répond à leur compétence notable. Florent Le Bot répartit leurs comportements en protecteurs fidèles à l'entrepreneur qu'ils remplacent, routiniers (la majorité), escrocs ou encore enragés antisémites. Les candidats à la reprise sont eux aussi issus de « la famille », membres du Comité d'organisation ou simplement administrateurs provisoires. Sur l'effectivité de cette politique d'aryanisation, l'auteur note l'importance des liquidations, intentionnelles ou traduisant une disparition de fait des entreprises après que, dans la majorité des cas, les administrateurs provisoires aient négligé de leur trouver des repreneurs. Bien souvent, le souci de prédation privée contrarie la stricte volonté d'aryanisation ou la politique, suivie de près par la tutelle allemande, de conforter l'effort de guerre.

En abordant l'après-guerre, l'auteur réfléchit à l'impossibilité d'une réelle restitution. Il étudie la grande difficulté qu'il y a alors – et aujourd'hui encore – à tirer au clair la réalité des spoliations effectuées. Si les administrateurs provisoires ont généralement consigné les sommes en jeu, leurs comptes sont souvent confus. En l'absence d'organisme chargé de suivre le processus de restitution, celui-ci s'avère complexe, laborieux, inégal en tous points. La Caisse des dépôts et consignations et les Domaines freinent et traînent, essentiellement par une interprétation singulière des intérêts de l'État. Même si, en cas de litige, les tribunaux rendent la plupart du temps justice aux spoliés, les demandeurs, dans de nombreux cas, s'épuisent avant de demander la totalité de leur dû. L'épisode est l'occasion de repérer, encore après la Libération, différentes formes d'antisémitisme. Toutefois l'essentiel de ce qui peut être rendu l'est effectivement.

Au final, l'aryanisation touche environ 2000 entreprises du cuir. Son effet est de faire disparaître nombre des petits établissements, tandis que la majorité des grands surmontent l'épreuve. La concentration profite en grande partie aux entreprises moyennes. Les représentants de la profession traversent eux aussi l'époque, mais leurs thèmes changent. Le malthusianisme ne disparaît pas, mais il est moins virulent et surtout moins écouté. La Reconstruction marque ainsi l'échec de la séquence réactionnaire amorcée au début des années 1930.

Ce résumé ne rend pas compte d'une ligne de force de l'ouvrage. Riche de l'important travail en archives, celui-ci montre de près les comptes de telle ganterie à Millau, le réseau proche de tel chausseur à Belleville, le pari réussi du groupe André et celui, infructueux, de son concurrent Pillot, ou encore le trust United Shoe Machinery Corporation, qui loue ses machines à nombre d'entreprises du secteur. L'étude des administrateurs provisoires donne lieu à un éventail de portraits. Ainsi apparaît l'expert scrupuleux qui s'entend avec les victimes avant d'accepter sa désignation et se verra salué pour son dévouement en 1944. Ou la figure opposée de celui qui dénonce un boutiquier juif et se propose d'administrer ses biens. Ou bien l'antisémite aussi

fanatique qu'incompétent, ou encore le candidat proposé par l'occupant. Parmi les victimes, l'incompréhension revient fréquemment à travers des requêtes respectueuses à l'administration de Vichy, toujours rejetées. Le livre présente la formation en 1943 d'une association de propriétaires de biens arianisés et, en septembre 1944, d'une association des administrateurs provisoires soucieux de défendre leur réputation et leurs intérêts. À la Libération, tel représentant de la Caisse trouve inconvenant « que les spoliés fussent rapidement et intégralement indemnisés alors que les victimes de bombardements ne pourront l'être avant longtemps ». Au même moment, des administrateurs provisoires s'associent à des représentants ouvriers pour contrecarrer une restitution, avec l'idée d'entraver le recouvrement par les patrons juifs de leur richesse antérieure... Progressivement, entre les pouvoirs d'État et d'occupation d'une part et la société d'autre part, le lecteur voit ressortir des réseaux, des groupes sociaux, des fonctions. Les conditions de possibilité de l'aryanisation prennent corps, au gré des conjonctions de stratégie ; leurs limites aussi, avec les discordances. Florent Le Bot annonçait sa volonté d'enrichir la connaissance de l'aryanisation des biens juifs par l'étude de l'implication de la société française. Par son approche de mi-hauteur, le livre remplit l'objectif.

Nicolas HATZFELD

Paul ARON et Jean GOTOVITCH (sous la direction de). – *Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale en Belgique*. Bruxelles, André Versaille éditeur, 2008, 527 pages.

Il n'existe pas encore de grande synthèse scientifique sur le sort, pendant la guerre, de notre voisin du nord si proche et souvent si méconnu. Soixante contributeurs de haute volée tentent un premier essai pour combler cette lacune. Leur très complet *Dictionnaire de la Seconde Guerre mondiale en Belgique* représente la somme la plus aboutie des acquis de la recherche récente.

Deux cents entrées prennent le parti de balayer l'épreuve dans la totalité de ses dimensions : Résistance et collaboration, opérations militaires, lieux belges emblématiques de la terreur et de la Shoah, économie et sociétés, mais aussi alimentation, loisirs, arts et culture (bande dessinée incluse, cela va sans dire...), et tout ce qui a trait à la vie quotidienne d'un pays livré au pillage, à la pénurie et au marché noir. D'où la présence d'articles parfois inattendus, tels « colza » ou « papier ». Division linguistique oblige, des contributions sont dédoublées, de manière typiquement belge : Résistance et Collaboration ont droit chacune à un texte pour leur pan francophone et néerlandophone, ou bien l'impact de la guerre sur la littérature selon sa langue d'expression. Dépassant à raison les bornes chronologiques posées par son titre, l'ouvrage évoque aussi les mémoires opposées du premier conflit mondial, les débats d'avant-guerre sur une neutralité vite frileuse et illusoire, la mobilisation générale très lourde de la Drôle de Guerre. De même, la gestion politique et économique et bien sûr mémorielle de l'après-guerre donne lieu à de bonnes pages, ou la « question royale », pour laquelle les comptes de 1940 ne sont soldés qu'en 1951. Peu de biographies, délaissées délibérément au profit des groupes, des ensembles et des événements. Certains articles incluent un portrait brossé à grands traits de Spaak et Pierlot, du régent Charles ou de Degrelle, mais la controverse Hergé n'est qu'effleurée, et on reste sur sa faim quant à l'ambigu gouverneur von Falkenhausen, proche de la résistance allemande, mais qui n'en met pas moins en oeuvre terreur et exploitation. Une mise au point d'ensemble sur certains personnages-clés aurait peut-être été bienvenue. Mais l'ouvrage tranche clairement, par exemple, le débat capital sur Léopold III, montrant que le souverain, perçu diversement par l'opinion, a d'un bout à l'autre voulu le retrait du royaume de la guerre, a ignoré ou gêné la Résistance intérieure et extérieure, n'a jamais élevé

